

RECHERCHES AFRICAINES

Annales de l'Université des Lettres et Sciences Humaines de Bamako



## Comité scientifique

## Directeur de publication

#### Pr Samba TRAORE

Vice-recteur de l'Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako,

Courriel: revuera@ml.refer.org

# Coordinateur du comité scientifique et du comité de rédaction

#### Dr Idrissa Soïba TRAORE

Maître Assistant, DER Sciences de l'Education. FSHSE, Bamako, Mali.

Courriel: revuera@ml.refer.org

## Sous - comité Sociologie - Anthropologie

### · Jean-Loup AMSELLE

Directeur de recherches, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, France

#### Bréhima BÉRIDOGO

Professeur, FLSL, Bamako, Mali

#### Sorv CAMARA

Professeur, Université Bordeaux II, France

#### · Soli KONÉ

Professeur, FSHSE, Bamako, Mali

#### Félix KONÉ

Directeur de recherche, ISH

· Tal TAMARI, chercheur CNRS, Paris, France

## Sous - comité Philosophie

#### · Issa N'DIAYE,

Professeur FSHSE, Bamako, Mali

#### Etelvina Lopez NUNES

FSHSE, Bamako, Mali

#### Nabé Vincent COULIBALY

Coopération Suisse, DDD, Bamako, Mali

### · Ramatoullaye Diagne BENG

Professeur, UCAD, Dakar, Sénégal

#### Ousmane GAKOU

Professeur, ULSHB

## Sous - comité Psychologie - Sciences de l'éducation

#### Tamba DOLIMBIA

Maître de Conférences, FSHSE

#### M. Cheikh Tidiane SALL

Maître de conférences Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

### M. Tindaogo VALLEAN

Maître de conférences Université de Koudougou (BF)

#### Abdoulaye Baba DIALLO

Maître Assistant, FLSL, Bamako, Mali

#### Atimé AGNOU

Professeur, FSHSE, Bamako, Mali

#### · Ahmadou Abdoulaye DICKO

Maître de Conférences, FSHSE, Bamako, Mali

#### Patrick HOUESSOU

Maître de Conférences (CAMES), Université d'Abomey-Calavi

## Sous - comité Histoire - Archéologie

## Drissa DIAKITÉ

Professeur, Faculté d'Histoire et de Géographie, Bamako

#### Sevdou CAMARA

Directeur de recherches, Institut des Sciences Humaines (ISH), Bamako, Mali

#### Doulave KONATÉ

Professeur, Faculté d'Histoire et de Géographie, Bamako, Mali

#### · Pierre Boiley

Professeur, Université Paris I, Centre d'Etudes Africaines, France

#### · Eric HUYSCOM

Professeur Université de Génève, Suisse

#### Issa SAIBOU

Maître de Conférences, université de N'Gaoundéré, Cameroun

## Sous-comité Géographie-Démographie

#### Ibrahim SONGORÉ

Directeur de recherches, Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée (ISFRA)

#### · Oumar Boubou BA

Professeur, Ecole Normale Supérieure, Bamako

#### Famaghan-Oulé KONATÉ

Professeur, Faculté d'Histoire et de Géographie, Bamako, Mali

#### Samba DIALLO

Professeur, Faculté d'Histoire et de Géographie, Bamako, Mali

#### · Professeur Oumar DIOP

Université Gaston Berger, Sénégal,

#### Balla DIARRA

Maître de Conférences, ISFRA

## Sous - comité Littérature

#### Mamadou Bani DIALLO

Maître de conférences, FLSL, Bamako, Mali

#### Abdramane TOURÉ

Professeur, FLSL, Bamako, Mali

#### · Bernard MOURALIS

Professeur Université Lille III, France

## Sous - comité Linguistique - Langues

#### Bougoutié COULIBALY

Maître de conférences, FLSL, Bamako, Mali

#### Ingse SKATUM

Professeur Université d'Oslo, Norvège

#### Adama OUANE

Directeur de Recherche, Unesco

#### Salif BERTHÉ

Professeur, FLSL, Bamako, Mali

#### Maweja MBAYA

Professeur UGB, Sénégal

#### Abou NAPON

Professeur, Université de Ouagadougou, Burkina Faso

#### Emile CAMARA

FLSL, Bamako, Mali

#### · Mamadou GUEYE

FLSL, Bamako, Mali

#### Diola KONATÉ

Maître Assistant, FLSL, Bamako, Mali

#### · Denis DOUYON

Maître de Conférences, FLSL, Bamako, Mali

## Comité de rédaction

#### Macki Samaké

Maître de conférences, ULSH, Bamako, Mali

#### N'do CISSÉ

Assistant, FLSL, Bamako, Mali

#### Mamadou Bani DIALLO

FLSL, Bamako, Mali

#### Moussa SOW

Directeur de recherches, Institut des Sciences Humaines, Bamako, Mali

#### Ismael Samba TRAORÉ

Ecrivain, éditeur, chercheur en Sciences Humaines, Bamako, Mali

## Unité de diffusion

#### Dr Idrissa Soîba TRAORÉ

Maître de Conférences, FSHSE, Bamako, Mali,

#### Dr Mamadou DIA

Maître Assistant, FLSL, Bamako, Mali

#### Dr Morikè DEMBÉLÉ

Maître Assistant FSHSE, Bamako, Mali.

#### Dr Kawelé TOGOLA

Maître Assistant FSHSE, Bamako, Mali.

#### · Dr Aboubacar Sidiki COULIBALY

Maître Assistant, FLSL, Bamako, Mali

# Sommaire

Contributeurs	TITRE DE LA CONTRIBUTION	Page
DIOP FATOU	L'INTÉGRATION DU GENRE DANS LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (EES) AU SÉNÉGAL : QUELLE CONFIGURATION À L'UCAD ET À L'UGB ?	
M.TOTI AHIDJE Zahui Gondey,	ECRITURE DE LA GUERRE DANS ALLAH N'EST PAS OBLIGE D'AHMADOU KOUROUMA ET DANS JOHNNY CHIEN MECHANT, D'EMMANUEL DONGALA	25
Nadège Zang Biyogue,	LIRE LE STYLE POPULAIRE DANS LE COIFFEUR DE KOUTA DE MASSA MAKAN DIABATE ET <i>LES MATITIS</i> D'HUBERT FREDDY NDONG MBENG	45
JOHNSON Kouassi Zamina	THE CRYING OF LOT 49 BY THOMAS PYNCHON: A SEMIOTIC AND SEMANTIC READING OF SYMBOLS	58
HAÏDARA Mohamed Abdoullah	ETUDE SOCIOLOGIQUE DE LA CORRUPTION ET SOUS-DEVELOPPEMENT DU MALI	73
MEITE Ben Soualiouo BROU Konan Alain KOUAME N'Goran Bertin	LA CONTRIBUTION DE L'AIDE FRANÇAISE AU DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA CÔTE D'IVOIRE (1960-1970)	93
SILUE N'Tchabétien Oumar	LE « RETOUR DE JÉSUS » À LA SORBONNE DU PLATEAU EN CÔTE D'IVOIRE. BILLET RETOUR DANS L'ARÈNE DE LA JOUTE ORATOIRE APRÈS LA CRISE POST-ÉLECTORALE DE 2010-2011	113
Angba Martin AMON	AMBIGUÏTÉ DU LIEN ENTRE SOUVERAINETÉ ET MONDIALISATION	130
N'Cho Brou Hyacinthe,	PROBLEMATIQUE DE L'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE DES JEUNES DIPLOMES DES UNIVERSITES PUBLIQUES DE COTE D'IVOIRE : CAS DES UNIVERSITES ALASSANE OUATTARA DE BOUAKE (UAO) ET JEAN LOROUGNON GUEDE (UJLOG) DE DALOA	145
Dr Pierre Kouakou TANO Dr FANNY Losséni	L'ANIMATION SOCIOCULTURELLE ET LE THEATRE DANS LA RESOLUTION DES CONFLITS : ACTIVITES SOCIOCULTURELLES, ENCADREMENT, ET FORMATION DES LIENS SOCIAUX	

Marico Adama	LA CONDITION HUMAINE ET LE CONTRAT SOCIAL CHEZ D'HOLBACH ET CHEZ SAMUEL VON PUFENDORF	
Siaka KONE,	NIETZSCHE : LA PHILOSOPHIE COMME SAGESSE D'UN CORPS ENTHOUSIASTE	192
Asmao Diallo	CHALLENGES RELATED TO THE IMPLEMENTATION OF THE AGRICULTURAL ORIENTATION LAW ON WOMEN AGRIBUSINESS ENTREPRENEURSHIP IN MALI: THE CASE STUDY OF SAMANKO AND BAGUINEDA WOMEN	204
Issa Coulibaly	LE FAIBLE NIVEAU DES ECOLIERS MALIENS : CAS DU VILLAGE DE WACORO	227

## L'INTÉGRATION DU GENRE DANS LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (EES) AU SÉNÉGAL : QUELLE CONFIGURATION À L'UCAD ET À L'UGB ?

### **DIOP FATOU**

UFR Lettres et Sciences Humaines, Université Gaston BERGER de Saint Louis, Sénégal fatou.diop-sall@ugb.edu

## RESUME

L'intégration du genre dans les politiques publiques est une approche qui tendrait à se généraliser. Au Sénégal une stratégie nationale d'égalité et d'équité de genre (SNEEG) a été élaborée en 2005. Elle procède de l'évaluation de deux plans nationaux d'actions pour la femme, initiés en 1982 et 1997. Porté par une volonté soutenue qui se manifeste à travers deux changements de majorité politique (2000 et 2012), cet engagement dans une dynamique d'égalité et d'équité de genre ne devrait pas manquer de produire des effets dans le domaine de l'éducation, notamment dans les établissements d'enseignement et de formation du supérieur. Au moment où on amorce un autre virage en la matière, avec le vote en 2012 de la loi sur la parité dans les fonctions électives, il importe d'en faire l'état des lieux.

Le texte répond aussi à la question de savoir, quelles sont les stratégies adoptées par les femmes pour conquérir une place en affirmant un leadership dans l'espace universitaire qui est défini comme un « monde d'hommes. »

## **MOTS CLES**

Genre, femmes universitaire, établissements d'e seignement et de formation du supérieur, culture.

## **ABSTRACT**

Mainstreaming gender in public polices is an approach that would tend to become generalized. In Senegal, a national strategy for gender equality and equity (SNEEG) was developed in 2005. It proceeds from the evaluation of two national action plans for women, initiated in 1982 and 1997. Driven by a sustained desire that manifests itself through two changes in political majority (2000 and 2012), this commitment to a dynamic of gender equality and equity should not fail to have an impact in the field of education, particularly in higher education and training establishment. As we begin another shift in this area, with the 2012

vote on the law on parity in elective offices, it is important to take stock of it.

The text also answers the question of what are the strategies adopted by women to gain a place by asserting leadership in the university space which is defined as a "world of men."

## **KEY WORDS**

Gender, higher education and training establishment, university women, culture

## INTRODUCTION

Au Sénégal comme dans quasiment toutes les sociétés, l'organisation est basée sur la différence de sexe et impacte toutes les sphères de la vie sociale, économique et politique particulièrement l'éducation. La division sociale du travail en répartissant les rôles et tâches selon le sexe affecte les filles et les femmes dans l'espace domestique et les garçons et les hommes dans l'espace externe. Cette organisation se prolonge dans le milieu professionnel; ainsi les femmes se retrouvent plus à des fonctions subalternes qu'à des postes à haute responsabilité, même dans les institutions d'enseignement supérieur. Appréhendée sous les angles historique et démographique, l'université sénégalaise se présente comme « un monde d'hommes ».

Les premiers sénégalais à avoir bénéficié de la scolarisation et du système de l'enseignement supérieur colonial/français sont les hommes. A titre d'exemple, les pères de la négritude sont des hommes (ayant été les seuls qui ont acquis les compétences et les connaissances en premier). Cette position de privilège de genre au bénéfice des hommes, a été reproduite au moment de la nationalisation du système d'enseignement, faisant de l'université un « monde d'hommes ». Bourdieu (1990) analyse l'espace éducatif comme l'espace privilégié où s'exercent et se reproduisent des mécanismes de domination entre classes dominantes et classes dominées par le biais d'un enseignement qui est objectivement une violence symbolique en tant qu'imposition, par un pouvoir arbitraire. Il soutient en effet que toutes les sociétés humaines reposent sur des mécanismes de concurrence et de domination entre les sexes, les âges ou les classes. Cette thèse, poursuit-il, est applicable à toutes les sociétés. Bourdieu précise d'ailleurs que « l'analyse des mécanismes de domination qui structurent objectivement les champs sociaux est un des fondements même de l'analyse sociologique » l

C'est dire que l'université, ou le fonctionnement de l'université, l'absence ou

<sup>1</sup> BOURDIEU Pierre, 1990, «La domination masculine », Actes de la Recherche en Sciences sociales. N° 84, p.30/31.

la présence d'une culture d'égalité est une construction sociale avec un système de représentations, de pratiques et d'usages constitués en rapport avec l'environnement socioculturel, économique et politique, mais aussi reconstitué par les connaissances et la culture universitaire. D'ailleurs pour appréhender les expériences sexuées au sein des sociétés contemporaines et rendre compte des nouveaux modes de régulation du genre qui émergent au sein des « sociétés en mouvement », Isabelle Jacquet affirme que :

le genre qui tranche rigoureusement entre le masculin et le féminin a pris avec les sciences humaines, une extraordinaire plasticité qui facilite la compréhension de configurations actuelles souvent inédites, correspondant à la diversité des situations vécues par les femmes et les hommes dans les cultures et des civilisations proches et éloignées.<sup>2</sup>

La recherche scientifique renvoie dans la pratique, à des démarches et des méthodes pour étudier et comprendre des phénomènes naturels ou sociaux, par le raisonnement et l'expérimentation. Elle a pour objectif d'expliquer, de découvrir, d'inventer ou de créer. Elle est importante à tout point de vue dans la mesure où elle permet de produire et d'accroitre les connaissances, les savoirs et de développer de fait le niveau de la pensée.

La place des femmes dans la recherche se pose avec une particulière acuité dans les régions du monde où leurs droits fondamentaux sont peu reconnus. Dans ce contexte, comment parviennent-elles à relever le défi ?

La sociologie des organisations se combine bien avec l'approche genre notamment avec la théorie de l'analyse stratégique de Michel Crozier et Erhard Friedberg. Elle constitue en ce sens une théorie éclairante par rapport à la capacité des acteurs à se mouvoir dans un espace ou leur liberté est restreinte par une organisation formelle. Ce modèle théorique insère le pouvoir dans un jeu d'acteurs. Elle reconnait, quelle que soit leur place dans l'organigramme, le contrôle et l'exercice d'un pouvoir. Les sources du pouvoir sont ainsi vues comme étant hétérogènes et diffuses. Cette approche nous semble particulièrement intéressante pour comprendre comment les femmes universitaires au Sénégal se sont aménagées une place au sein des institutions universitaires à travers des stratégies multiples.

L'approche méthodologique combine des données quantitatives et qualitatives. Les données quantitatives utilisées proviennent de différentes bases. Il s'agit principalement des données des directions des ressources humaines et des services de scolarité des universités publiques du Sénégal et de l'African Innovation Outlook (2010 et 2014). Elles permettent de faire des constats et de montrer

<sup>2</sup> JACQUET I., 1995, Développement au masculin/féminin : le genre outil d'un concept, Paris, l'harmattan, 182p

les enjeux liés à l'équilibre de genre dans les universités. L'intégration de la dimension genre dans la recherche développement et l'innovation par un organisme continental est une donnée importante qu'il faut déjà souligner dans le processus de recherche.

Pour ce qui concerne les données qualitatives, elles résultent principalement de l'observation participante du monde universitaire.

Notre démarche repose sur trois points :

- la place des femmes dans l'université sénégalaise
- les enjeux de genre pour la recherche développement et l'innovation
- le monde des femmes universitaires

Une démarche qui permet de montrer comment, les femmes arrivent petit à petit à affirmer leur présence dans l'espace universitaire avec notamment l'institutionnalisation du genre dans les centres de recherche, l'introduction du genre dans l'organigramme institutionnel et la création de mouvements citoyens ou politiques.

# LA PLACE DES FEMMES DANS LES UNIVERSITES DU SENEGAL

Un grand écart de genre caractérise le système éducatif en Afrique, avec une large base, au primaire, qui se rétrécit rapidement au secondaire, pour se terminer par une pointe étroite au niveau supérieur. Une caractéristique qui n'est pas une spécificité, et reste liée à la nature des rapports sociaux de sexes ou de genre dans la société globale. Il faut préciser que les concepts de genre ou de rapports sociaux de sexe, de manière indifférenciée, renvoient, comme le précise D. Kergoat (2005), à la même réalité. Le caractère fondamentalement social, donc construit des différences et hiérarchies basées sur le sexe, est apparu avec la notion de genre, et la contribution des féministes a été de le faire ressortir dans différents travaux tels que ceux de Joan Scott. Il faut dire que les chercheur-e-s féministes ont produit une grande diversité d'analyses qui ont aidé à la réforme des institutions, pour faire en sorte que les hommes et les femmes deviennent égaux devant la loi, pour le droit à l'éducation, le droit au travail ou le droit de vote. Les changements dans le domaine de l'éducation sont considérés comme ayant un grand potentiel transformatif de l'écart entre hommes et femmes. A présent, l'approche intersectionnelle s'impose; elle s'intéresse à l'imbrication des rapports de pouvoir, aux inégalités, aux discriminations et privilèges de race, de classe et de genre.

L'écart de genre en Afrique subsaharienne est de plus en plus prononcé, entre le niveau primaire, secondaire et le niveau supérieur de l'enseignement. Selon Teboho Moja (2013), la sous-représentation des filles dans l'enseignement supérieur a ses origines dans les enseignements primaires et secondaires et reste une préoccupation pour les organisations comme les Nations Unies et leurs agences.

Au Sénégal comme dans la plupart des pays africains, l'éducation scolaire coloniale était essentiellement tournée vers la formation de cadres moyens destinés à la réalisation des objectifs de l'administration métropolitaine. Pour couvrir les besoins en main d'œuvre, elle avait tendance à privilégier l'éducation et le recrutement des garçons au détriment des filles.

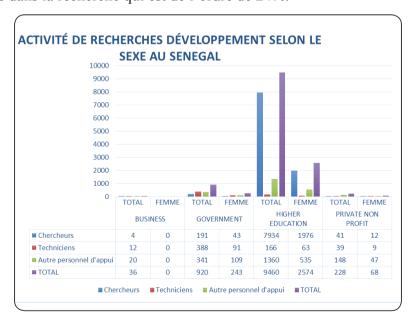
Celles-ci n'étaient pas, à proprement parler, exclues du système d'éducation scolaire coloniale, mais elles y étaient très faiblement représentées. Les quelques rares femmes qui avaient la chance d'y poursuivre leurs études étaient formées dans des disciplines et des professions dans le prolongement de leurs rôles traditionnels comme l'enseignement ménager, la couture, l'hygiène et la restauration.

Après les indépendances l'Etat, préoccupé d'assurer la relève des cadres coloniaux, n'a pas réussi à prémunir l'enseignement primaire contre les inégalités de sexe héritées des politiques scolaires coloniales. C'est dans les années 1970 que les ONG ont commencé à accorder un intérêt particulier à l'éducation des jeunes filles. Parti du constat selon lequel l'échec des projets de développement en Afrique émane de la non implication de la dimension genre dans leur processus d'élaboration, il s'agissait pour les ONG de travailler à élever le niveau d'éducation des jeunes filles afin qu'elles puissent se positionner en tant que acteur du développement. Mais, l'entrée en vigueur des Politiques d'Ajustement structurel (PAS) dans les années 1980 en Afrique, va induire une déscolarisation massive des filles, car devant la rareté des ressources, les pesanteurs socioculturelles amenèrent certains parents à favoriser l'éducation des garçons au détriment des filles (SARR, 2004, p.8). Il faudra attendre les années 1990 pour assister à un renouveau dans l'intérêt pour l'éducation des jeunes filles et des femmes. Ce renouveau qui est le fruit de l'implication des institutions internationales (UNESCO, UNICEF, UNIFEM, etc.) dans les politiques d'éducation, s'est traduit par l'organisation de rencontres et de conférences internationales (Jomtien en Thaïlande, 1990, Ouagadougou au Burkina Faso 1993, Ségou au Mali 1995 et 1996, Dakar au Sénégal en 2000, etc.) dont les conclusions et les recommandations vont influer beaucoup de pays africains dont le Sénégal dans l'adoption de politiques et programmes éducatifs visant à réduire les disparités entre les sexes en matière d'éducation.

La plupart des pays africains ont enregistré des progrès significatifs pour dimi-

nuer les inégalités de genre aux niveaux du primaire et du secondaire. Les disparités restent importantes dans l'enseignement supérieur, notamment dans les universités. L'Afrique de l'Ouest est la sous-région qui s'est le plus fortement améliorée à cet égard, suivie par l'Afrique du Nord.

Au Sénégal, il y a certes de plus en plus de légitimité de la dynamique d'égalité, mais l'espace universitaire continue d'être un lieu où les hommes occupent les positions dominantes. Les activités de recherche développement montrent à travers le graphique ci-dessous la place des femmes selon les activités et le secteur. Il indique que l'enseignement supérieur est le principal employeur de chercheurs au Sénégal. Les instituts de recherches gouvernementaux comme l'ISRA (Institut Sénégalais de Recherches Agricoles) ou l'ITA (Institut Technologie Alimentaire) viennent en second lieu. Diverses associations et ONG emploient des chercheurs. La répartition du personnel de recherche développement par secteur au Sénégal montre les inégalités dans l'accès entre les hommes et les femmes. En effet, dans l'enseignement supérieur, sur 7934 chercheurs, les femmes sont au nombre de 1976 pour 5958 hommes. Dans l'ensemble du personnel de recherche développement, il y a 2885 femmes sur un total de 10644 individus. Ces rapports démontrent la persistance des inégalités et la faiblesse du taux de représentativité des femmes dans la recherche qui est de l'ordre de 24%.

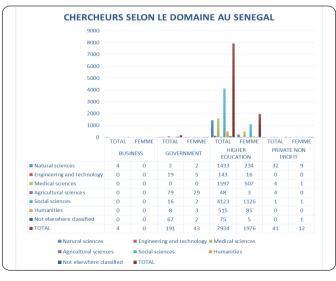


Source: African Innovation Outlook 2014, ASTII

Cette répartition inégale se reflète dans l'accès aux domaines de recherche. Les sciences sociales et les humanités constituent le domaine majoritaire pour la recherche développement. Or, en dépit du fait que les femmes soient davantage orientées dans les séries littéraires, il demeure qu'elles sont largement minori-

taires dans ce domaine de recherche. La raison de cet état de fait serait liée à la sortie des filles avant la maîtrise (ou Master) pour diverses raisons, comme le mariage ou encore l'acceptation d'un travail subalterne, ne correspondant pas à leurs compétences. Les femmes ne constituent que le quart de l'effectif des chercheurs dans les sciences sociales. Elles forment un ratio plus important dans la recherche en médecine ou elles constituent le tiers de l'effectif des chercheurs. Il existe aussi un ratio intéressant dans les recherches en sciences agricoles notamment dans le secteur gouvernemental. Selon les recherches entreprises par le programme AWARD auprès de 125 organismes agricoles africains sur les femmes dans l'agriculture, un chercheur en agronomie sur quatre est une femme, malgré le fait qu'elles produisent, transforment et assurent la vente de la majorité des cultures vivrières en Afrique.

De manière générale, il apparaît que la place des femmes dans le secteur de la recherche, quel que soit le domaine considéré, reste faible. Cette situation s'explique par le fait que de manière générale, la scolarisation des filles est encore considérée comme non prioritaire. Ces représentations sont enracinées dans la société, même si de plus en plus de femmes défient ces normes. Il faut signaler aussi certains groupes sociaux pratiquent le mariage d'enfants ; dans ce cas, les filles ne choisissent pas leur partenaire ou époux, mais sont données en mariage très jeunes par leurs familles. Il arrive aussi que dans des familles pauvres, l'argent disponible pour les frais de scolarité ou l'achat de livres et d'uniformes, soit destiné prioritairement à l'éducation des garçons. Ces derniers étant considérés comme les futurs soutiens financiers de la famille. Cet ensemble de représentations et de pratiques inhibe les ambitions des filles à envisager une carrière dans la recherche et l'enseignement.



Source: African Innovation Outlook 2014, ASTII

13

# LE GENRE DE LA RECHERCHE : L'EXEMPLE DE L'UCAD ET DE L'UGB

La trajectoire du gender mainstreaming dans les universités africaines, en a fait le domaine de prédilection des femmes pour leur intégration dans les programmes de recherche. Les premières se sont heurtées aux dures réalités de l'université : la résistance et l'isolement. Avec le temps, la qualité et la quantité de la production scientifique des femmes dans plusieurs secteurs, ont fini par leur baliser le chemin d'un positionnement dans le milieu universitaire. La transversalité de l'approche genre a aussi permis d'atteindre l'essentiel des disciplines en sciences sociales

Le gender mainstreaming fait suite à la 4° Conférence Internationale des Nations Unies sur les Femmes, tenue à Beijing. Il consiste à l'intégration du genre de manière systématique dans tous les secteurs des politiques publiques, notamment dans le domaine de l'éducation. Au Sénégal la tenue du forum de Fatick en 1995 s'inscrit dans cette perspective et marque un tournant dans l'engagement du gouvernement en faveur de l'équité et l'égalité entre les garçons et les filles.

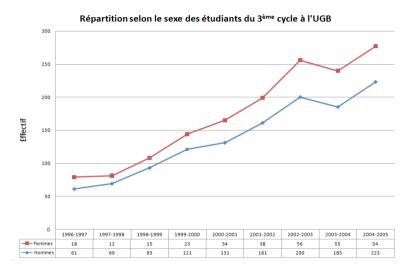
L'introduction d'enseignements sur les rapports sociaux de sexe dans le milieu universitaire participe à la légitimation de l'approche genre dans l'espace universitaire. Les recherches et études menées par les femmes sur les faits sociaux, la production de données désagrégées selon le sexe, l'âge, le milieu de résidence et la pertinence des arguments avancés sur les rapports de détermination sociale ont fini par convaincre les universitaires de l'intérêt scientifique du thème. Malgré la présence limitée des femmes dans le corps enseignant des universités africaines, le travail accompli porte ses fruits aujourd'hui. En effet, autant à l'université de Dakar qu'à celle de Saint-Louis, l'instauration de laboratoire genre dirigé par des enseignantes chercheures débouche sur des résultats probants sur les inégalités de genre dans tous les domaines.

Le cas du Groupe d'Etudes et de Recherches Genre et Sociétés (GESTES) de l'Université Gaston BERGER de Saint-Louis mérite d'être souligné, pour de nombreuses recherches pionnières avec une perspective genre. Les membres de l'équipe sont de disciplines diverses et ont participé à des recherches d'envergure national, comme les recherche sur les droits économiques des femmes : « droit des femmes et accès au foncier : une citoyenneté à conquérir ». L'objectif principal de l'équipe étant « la socialisation académique en genre dans l'institution universitaire ».

Les études sur les femmes et par les femmes constituent l'un des canaux utilisés par les femmes pour s'inscrire dans les calendriers de la recherche. L'appui des institutions de recherche extérieures aux universités contribue à l'intégration de

l'approche genre dans les programmes de recherche. Le GESTES de l'UGB, tout comme le laboratoire genre de l'UCAD, est financé par le Centre de Recherches pour le Développement International du Canada. La tenue de l'institut sur le genre organisé par le CODESRIA est un autre exemple d'institutionnalisation de l'approche genre et s'inscrit dans le calendrier de la formation à la recherche universitaire à l'échelle continentale.

En dépit des progrès réalisés par les chercheures spécialisées dans l'analyse genre, la recherche demeure un bastion réservé aux hommes. Le tableau qui suit montre la répartition selon le sexe des étudiants du troisième cycle à l'université Gaston BERGER de Saint-Louis.



Source: Direction de la scolarité-UGB, 2015.

Ce graphique donne un aperçu sur la place des femmes au niveau du troisième cycle à l'UGB. Il montre une nette prédominance des hommes dans ce cycle supérieur. Les facteurs explicatifs sont nombreux. La disparité genre au secondaire et au supérieur est une conséquence des mariages et des maternités précoces. Selon la Directrice des ressources humaines de l'Université : « à l'âge où on effectue normalement des études de doctorat, c'est à dire autour de 25- 28 ans, les femmes ont déjà des enfants. Il faut noter aussi que les maris, en général, ne permettent pas que les femmes partent à l'étranger pour plusieurs années, même sans les enfants ».

Si l'on s'intéresse aux étudiant-es sénégalais à l'étranger, les femmes sont sous-représentées. En 2005, seuls 34% des étudiants en Allemagne étaient des femmes. A titre de comparaison, chez les ivoiriens, nigérians, ghanéens, et nigériens, le niveau de présence féminine s'élève, respectivement, à 42%, 22%, 12% et 12% (Statistisches Jahrbuch, 2005). Aussi selon les représentations, et même parmi les étudiants, il est dit : « une femme de science est une personne qui reste

trop longtemps à l'école, qui perd son temps à apprendre des choses qui ne lui seront d'aucune utilité pour s'occuper de son foyer et de ses enfants ».

Dans ce contexte, il est très difficile d'atteindre son plus haut potentiel, en tout cas sans un programme pertinent pour encourager les jeunes femmes talentueuses. Cela explique pourquoi une femme a moins de chance de suivre et de finir le doctorat.

## REPRESENTATIVITE DES FEMMES DANS LE PERSONNEL D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE A L'UGB

La présence des femmes dans le personnel d'enseignement et de recherche est assez marginale. La figure ci-dessous montre les statistiques de 2015 à l'UGB. Elles sont 31 sur un total de 256 enseignants chercheurs. De tels chiffres indiquent la place dérisoire qu'elles occupent dans l'enseignement et la recherche. L'UFR LSH qui est l'unité de formation la plus suivie par les filles, ne compte que 9 femmes enseignantes chercheures. Soit un taux de 15,6%. Le constat est le même dans toutes les UFR de l'université avec trois enseignantes chercheures au niveau de l'UFR SAT, une en SEG et quatre en SJP.

UFR/SEFS 18 UFR/CRAC 82 UFR/S2ATA 85.7 23 UFR/2S Femme UFR/SFG 95.6 ■ Homme UFR/SJP UFR/SAT UFR/LSH 84,4 20 40 60 80 100 120

Figure : Le personnel enseignant et de recherche à l'UGB

Source: Direction de la scolarité, UGB, 2015.

Concernant l'évolution du nombre de femmes dans le corps enseignant à l'UGB, les données disponibles sur les périodes (2008 et 2015) montrent que le nombre de femmes n'a pas évolué de manière significative. En effet, il est passé entre 2008 et 2015 dans les UFR LSH et SJP respectivement de cinq à neuf et de

une à quatre femmes chercheures. Mais quand on regarde les chiffres dans leurs valeurs absolues, on observe que par exemple que plus de femmes ont été récrutées que d'homme sur la même période au niveau de l'UFR LSH. En effet, la forte orientation des filles dans les filières enseignées au niveau de cettte UFR<sup>3</sup> pourrait expliquer de plus en plus leurs capacités à postuler pour les postes d'enseignement dans les filières enseignées en LSH. S'agissant de l'UFR SAT, le nombre de femmes est resté identique sur les deux périodes.

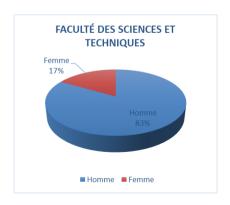
Tableau : l'évolution du nombre de femmes dans le personnel d'enseignement et de recherche à l'UGB entre 2008-2015

	2008		2015	
	Homme	Femme	Homme	Femme
UFR/LSH	52	5	55	9
UFR/SAT	33	3	40	3
UFR/SJP	17	1	39	4

Source: Direction de la scolarité, UGB, 2015

Les taux de présence des hommes et des femmes dans deux structures à savoir la faculté des sciences et techniques et l'IFAN, sont visibles dans les deux graphiques. Ils ont été réalisés à partir de la liste des chercheurs individuels au sein des laboratoires de l'UCAD. La représentativité des hommes est comparable dans les deux structures, celles des femmes aussi ; il est de l'ordre de 17% et 18%.

Les Femmes à la Faculté des Sciences et Techniques et à l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (UCAD)





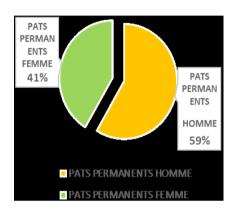
Source : Données recueillies auprès de la scolarité UCAD, 2008.

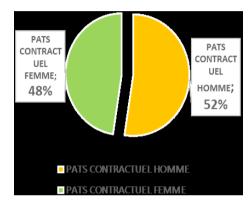
<sup>3</sup> Fatou DIOP, **Alpha BA** « *Les* Filles et filières scientifiques à l'UGB » in *Cahiers du CERFEE n°25*, 2008, Presse Universitaire de Montpellier, pp. 95 à 110

## LES FEMMES DANS LE PERSONNEL ADMINISTRATIF TECHNIQUE ET DE SERVICE (PATS) A L'UGB

Les disparités entre les sexes au sein du PATS sont plus importantes parmi les permanents (41% de femmes contre 59% d'hommes) que chez les contractuels (48% de femmes contre 59% d'hommes).

Taux de représentativité Du PATS PERMANENT selon le sexe Taux de représentativité Du PATS CONTRACTUEL selon le sexe





Ces chiffres cachent d'autres disparités aussi importantes. En effet, il faut signaler que les femmes assument une double charge de travail en raison du contrat social de genre : c'est la femme qui a l'obligation sociale d'effectuer les tâches ménagères qui sont leur responsabilité première. Les tâches domestiques et familiales, cumulées avec les activités professionnelles posent globalement un problème de gestion de temps. Toutefois, l'Université a pris quelques mesures visant à faciliter ce double rôle de la femme. Il y a eu l'ouverture d'une crèche et une garderie d'enfants, qui participent à la conciliation vie professionnelle et vie familiale

## LA GESTION DU TEMPS

Dans toutes les sociétés, la division sexuelle du travail qui attribue des positions et des pouvoirs différents pour les femmes et pour les hommes contribue à préservation de la famille, Battagliola (2000). Une conception qui fait que l'entrée des femmes sur le marché du travail hors du ménage est historiquement associée à un certain nombre de préjugés, de réticences et de contraintes.

La conciliation entre la carrière professionnelle et la vie familiale est souvent très difficile pour les femmes en Afrique, notamment en ce qui concerne la maternité. Les sociétés africaines, même contemporaines, imposent une part de travail très lourde aux femmes dans les ménages ; la socialisation et l'éducation prédisposent à cette pratique. Une organisation préjudiciable à la carrière et à l'avancement des sciences sur le continent.

L'expérience a montré qu'il est difficile pour une femme qui s'active dans le monde universitaire de s'affirmer en tant que chercheure et à concilier vie de famille et vie professionnelle. Il s'agit d'un équilibre qui varie en fonction du temps, de l'évolution professionnelle, de l'âge des enfants ou encore des opportunités de « carrière-conciliantes », une nécessité de conciliation qui n'est pas simple dans tous les cas, et qui n'est pas suffisamment prise en compte dans les revendications des mouvements sociaux et des syndicaux.

### LES SYNDICATS

Le mouvement syndical est quasi exclusivement masculin et prête peu attention aux disparités de genre et les conditions de travail de femmes au travail. Les femmes sont sous-représentées dans les directions syndicales. Cette sous-représentation numérique des femmes dans les personnels syndiqués s'inscrirait dans le prolongement d'une attitude de retrait au plan professionnel (Crozier, 1965) ou traduirait une forme de désintérêt vis-à-vis du syndicalisme (Legendre, 1987). Du côté des syndicalistes, il est aussi courant d'entendre évoquer un repli naturel des femmes, la contrainte du temps et le fonctionnement de la structure syndicale sont mis en cause.

Selon Mario Correia, la sous-représentation des femmes dans les instances de décision syndicales proviendrait des facteurs suivants :

l'existence de préjugés se traduisant par des réactions hostiles, par des tentatives de dissuasions à la prise de responsabilités syndicales ;

l rigidité de certains règlements intérieurs ;

le manque de confiance des femmes en leurs propres compétences ;

le partage inégal des responsabilités familiales (ce problème se pose avec d'autant plus d'acuité en raison du nombre croissant de mères célibataires);

le caractère masculin de la culture syndicale (l'horaire des réunions, le style des séances, le langage syndical, etc.). En outre l'activité syndicale suppose une grande disponibilité.

En résumé, cette sous-représentation résulte d'une construction sociale, consé-

quence d'un ensemble de rapports de pouvoir et de pratiques qui s'avèrent plus contraignantes pour les femmes et privilégient les hommes. L'on peut évoquer notamment la place faite au travail des femmes dans les représentations sociales, les contraintes liées à l'organisation de la vie familiale avec le travail domestique qui reste une tâche à la charge exclusive des femmes.

## INEXISTENCE DE REVUE FEMINISTE

Le féminisme s'est développé dans le monde au point de bouleverser profondément le champ de la production littéraire. De nombreuses intellectuelles l'ont rapidement pris à leur compte dans des livres majeurs et précurseurs. C'est le cas notamment de Awa Thiam qui, dans *La parole aux négresses* (1978), fait découvrir aux femmes une voix, leur donne la parole ne serait-ce que pour montrer qu'elles existent. Mariama Bâ, avec *Une si longue lettre* (1979), produit un ouvrage retentissant sur le drame de la polygamie. *La grève des bàttu* (1979) d'Aminata Sow Fall est une satire sociale et politique, où la lutte des femmes trouve un écho.

En effet, l'écriture féministe est un moyen par lequel des citoyens ont pris leur plume pour une reconnaissance des droits humains des femmes, l'accès à la parole et au pouvoir de décision.

L'Association des Africaines pour la Recherche et le développement (AFARD) a aussi réalisé des productions importantes sur diverses formes d'inégalités. On peut tout de même regretter l'inexistence de revues ou d'éditions spécifiques sur les études de genre. La technologie pourrait surement aider à la numérisation de l'existant et la création d'édition en ligne.

# FEMMES, RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INNOVATIONS: ENJEUX POUR L'AFRIQUE

L'African Innovation Outlook est un rapport sur les activités de recherche développement. Il prend en compte plusieurs indicateurs comme la densité des chercheurs, le financement de la recherche, les disciplines et le domaine de recherche. L'analyse préconisée par le Nouveau Partenariat pour L'Afrique (NE-PAD) à travers l'ASTII (Idem) intègre une approche genre avec une corrélation systématique des données avec la variable sexe. L'Egypte et l'Afrique du Sud sont avec la Namibie les pays africains où le ratio de femmes dans le personnel de recherche développement atteint 40%. Ils sont suivis par le Cap Vert qui a atteint 39%. Le ratio pour le Sénégal est de 24%.

Le ranking de Shanghai classe les universités sud-africaines et égyptiennes parmi les meilleures en Afrique. La participation des femmes dans la recherche et l'innovation peut être un facteur important de progrès pour les sciences.

L'exemple de l'espace universitaire sénégalais montre des femmes, leaders dans leur domaine, capable d'innovation. L'existence de centres de recherche sur le genre à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis démontre de la capacité des femmes à s'affirmer en tant que chercheures et à assurer le leadership dans la production de connaissances scientifiques.

La production de recherches de qualité place les femmes universitaires dans une position de leadership important dans le système de représentation symbolique. L'exemple du Pr Salimata Wade qui a remporté le prix d'encouragement du Grand prix du chef de l'Etat pour les sciences et le Prix régional CEDEAO pour les sciences de la vie et de la terre décerné par l'Union africaine en 2010 montre la vitalité de la production scientifique par les femmes. Rose Dieng-Kuntz (1956 – 2008) s'est aussi affirmée par son parcours et sa contribution à la science. Elle était une scientifique passionnée par son domaine de recherche : "Les systèmes d'acquisition, de gestion et de partage des connaissances". En 1992, elle fut directrice de recherche et responsable scientifique de projet à l'INRIA (Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique). Elle a d'ailleurs été la deuxième femme chef de projet à l'INRIA. En 2005, Rose Dieng –Kuntz a été distinguée pour son parcours et sa contribution à la Science, elle fut récipiendaire du Prix Irène Joliot Curie. En 2006, elle a été nommée Chevalier de la Légion d'honneur française.

## **CONCLUSION**

Le gender mainstreaming et l'engagement des femmes universitaires ont conduit certaines femmes à devenir des activistes et à exercer leur leadership autant au sein des universités qu'en dehors. Des acquis certes, mais faut-il rappeler que ces cas constituent l'exception qui confirme la règle. Il est important de souligner la situation qui prévaut dans l'espace universitaire où les femmes sont encore une minorité à tous les niveaux. Certes les résultats obtenus par le Sénégal dans l'éducation des filles promettent une présence plus importante des filles à l'université dans quelques années. Cependant, les représentations et l'exclusion des sphères de décisions à l'extérieur comme à l'intérieur de l'université continuent d'être des obstacles majeurs pour l'accès des femmes à la recherche scientifique et à l'exercice de responsabilité dans les Institutions d'enseignement supérieur.

En dépit de cette situation, il faut souligner que la place des femmes dans l'es-

pace universitaire a connu des évolutions qui sont intéressantes à souligner notamment pour ce qui concerne le cadre institutionnel. Les organigrammes intègrent des commissions genre qui font désormais partie de la structure institutionnelle. Au niveau du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, il existe une cellule genre. La mise en place d'un fonds spécial destiné à financer les recherches de femmes universitaires, autant les enseignantes que les chercheures (y compris les doctorantes) est un appui important qui relève d'actions stratégiques menées par des organisations comme la Convergence des Femmes Universitaires pour le Leadership Féminin (COFULEF).

La reconnaissance des études sur le genre et l'intégration de cours spécifiques dans les curricula permet d'éduquer, de sensibiliser les étudiant-es, les personnels enseignants et administratifs (hommes et femmes) sur l'importance de l'approche genre, tout en leur fournissant par la recherche, les moyens et les données pour la transformation des inégalités. Les femmes universitaires sénégalaises ont su créer des espaces de pouvoir par une action stratégique fondée sur l'éducation, la sensibilisation et la négociation pour introduire le genre dans les institutions

Le leadership des femmes universitaires est décisif : d'une part, pour la communauté universitaire, elle participe à créer des espaces de pouvoir dans la logique de l'université qui est un espace hiérarchique, où on gravit les échelons par la compétition. La production scientifique et l'avancement des femmes sont des indicateurs d'un certain leadership qui conduit d'ailleurs à un engagement et une participation à la vie publique. La contribution de la Directrice du Laboratoire Genre et Recherche Scientifique de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar dans la mobilisation sociale et l'adoption de la loi sur la parité en est une belle illustration. L'importante production du Groupe d'études et de recherches Genre et Sociétés (GESTES) sur les droits économiques des femmes et l'accès à la terre a participé au débat sur la citoyenneté foncière ; pour la première fois des organisations de femmes ont participé à la Commission Nationale sur la Réforme Foncière. Cette participation à la vie publique joue un rôle important et permet de promouvoir un modèle de référence aux jeunes générations.

Le contexte actuel se caractérise par une ouverture remarquable au niveau de l'Etat, du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et des Universités. Les femmes universitaires confirment dans le même temps une capacité à asseoir un leadership; il serait stratégique dans ce contexte de renforcer les actions pour la promotion et le renforcement d'une culture d'égalité de genre. La mise en place d'un cadre opérationnel pour la formation de tous les personnels et le suivi des femmes dans l'espace universitaire autant dans l'administration que dans l'enseignement et la recherche, sont nécessaires. Une politique d'égalité de genre soutenue pourrait contribuer à transformer la situation. Plusieurs actions peuvent être envisagées:

- la Collecte régulière de données et l'audit genre des personnels et des postes occupés ;
- le renforcement de l'institutionnalisation du genre dans l'enseignement supérieur par la création de cours ;
- le renforcement du financement de la recherche ;
- la sensibilisation et la formation de tous les personnels ;
- Une communication sensible au genre;
- la mise en place d'observatoires de l'égalité au niveau central et local.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BELTRAN Alain et RUFFAT Michel, 1991, Culture d'entreprise et Histoire. Les Editions d'Organisation. 158p

BOURDIEU Pierre, 1990, «*La domination masculine* », Actes de la Recherche en Sciences sociales. N° 84, p.30/31.

BOURDIEU Pierre, 1999, Les usages sociaux de la science : pour une sociologie clinique du champ scientifique, In Sciences en Question, INRA, 79p

BOURDIEU Pierre, 2001, *Science de la science et réflexivité*, collections Cours et Travaux. Edition Raison d'Agir, Paris, 237p

BUSINO, Giovanni, 1998, Sociologie des sciences et des techniques, Collection Que sais-je?, PUF, 127p

CORREIA Mario, 2002, *La représentation de la carrière chez les syndicalistes in Piotet Françoise* (sous la direction de), La révolution des métiers, Collection Le Lien social, Presses Universitaires de France, Paris, pp. 225-247.

CROZIER Michel et Friedberg Erhard, 1977, L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective, Paris, Le Seuil

D. Kergoat, (2005), « Penser la différence des sexes : rapports sociaux et division du travail entre les sexes », in Femmes, genre et sociétés, Paris, La Découverte, coll. L'état des savoirs, p. 94-101.

Dictionnaire critique de la sociologie, 1982.

DIOP Fatou et ALPHA BA, Juillet 2008, Femmes et filières scientifiques à *l'UGB*, in cahiers du CERFEE n°25, Presse Universitaire de Montpellier.

DRAME Mansour, 2005, *L'émergence d'une écriture féministe au Sénégal et au Québec*, éthiopiques n° 74. Littérature, philosophie et art 1er semestre. Altérité et diversité culturelle

FONTANINI, Christiane, 2008, *L'orientation des filles et des garçons vers l'enseignement supérieur*, les cahiers du CERFEE, N°25, Presses universitaires de la méditerranée, 249p

GODIN Benoît, GINGRAS Yves et BOURNEUF Eric, 1998, *Les indicateurs de culture scientifique et technique*. CIRST, 43p.

IMAN A. M., MAMA A. SOW F. (Sous la dir.), 2004, Sexe, genre et sociétés : Engendrer les sciences sociales africaines, CODESRIA – Karthala, 461p

JACQUET I., 1995, Développement au masculin/féminin : le genre outil d'un concept, Paris, l'harmattan, 182p

MUCCHIELLI Laurent, 1999, Pierre Bourdieu et le changement social, Alternatives économiques, 175 p, pp.64-67.

NEPAD Planning and Coordinating Agency (NPCA), 2014, African Innovation Outlook 2014, NPCA, Pretoria.

Rachel Silvera, 2013, <u>Genre, féminisme et syndicalisme</u>, Dans <u>Travail, genre et sociétés</u> (n° 30)

Sciences au Sud - Le journal de l'IRD - n° 51 - septembre/octobre 2009.

Scott J., 2012, De l'utilité du genre, Paris, Éditions Fayard,

SOW Fatou (dir), 2004, Sexe, genre et sociétés : Engendrer les sciences sociales africaines, CODESRIA/KARTHAL, 4464 pages.

UNESCO, 1988, Enseignement supérieur en Afrique : Réalisation, défis et perspectives, UNESCO (BREDA)

UNESCO, 1998, L'enseignement supérieur au XXI siècle : Vision et action, In bulletin de l'UNESCO d'octobre